

Agriculture

On évalue le PIDMA à mi-parcours

Une mission de la Banque mondiale a séjourné au Cameroun du 17 au 28 avril 2017 pour évaluer le niveau de mise en œuvre du Projet d'investissement et de développement des marchés agricoles (PIDMA) et fixer des nouvelles orientations permettant d'atteindre plus efficacement les objectifs fixés sur la durée restante du projet.

Huit thématiques ont été abordées, entre autres : les partenariats productifs, le financement, la passation des marchés, les semences, les infrastructures, le montage institutionnel et la communication. Chaque thématique a été traitée dans un groupe de travail qui intégrait systématiquement un partenaire externe et l'un des cadres de l'équipe de la Banque mondiale.

Plusieurs recommandations ont été formulées, notamment : le renforcement des capacités des EMF et le développement des partenariats avec les banques et les sociétés de *leasing* ; la mise sur pied de fermes semencières ou encore la révision du modèle d'appui aux coopératives dans le processus de production.

Le GICAM, qui a participé à plusieurs ateliers, a saisi l'occasion pour effectuer une brève présentation de son nouveau service « Agrobusiness » et de la nouvelle dynamique adoptée par la commission qui en a la charge.

Port synthèse

Une nouvelle équipe dirigeante à mettre en place

Le mercredi, 12 avril 2017, Cyrus Ngo'o, directeur général du PAD et, par ailleurs, président du Port-Synthèse, a présidé la 33^{ème} session du Conseil de cette association à Douala.

Cette rencontre visait principalement à relancer cette association qui regroupe les acteurs de la place portuaire, après les changements intervenus au PAD (l'arrivée d'un nouveau directeur général et le départ à la retraite de l'ancien secrétaire général).

Pour préparer le renouvellement de l'organe dirigeant de l'association, un Bureau provisoire a été mis en place. Cette équipe devra conduire le processus de révision des textes et organiser l'élection de la prochaine. Elle devra mettre également un accent sur la certification des comptes et le recouvrement des cotisations.

Import-export

Le 100% scanning pose problème

Suite à une saisine du PAD relayant les préoccupations de plusieurs utilisateurs de la place portuaire après l'instauration, par le ministre des Finances, du scanning obligatoire sur tous les conteneurs transitant au port de Douala, le CCO'PAD (Comité consultatif et d'orientation du Port autonome de Douala) a mis en place une commission *ad hoc* pour proposer un projet d'avis sur cette requête du PAD.

La commission a orienté ses travaux sur le recensement des avantages et l'évaluation des coûts de cette mesure.

En attendant la formulation de la nouvelle procédure de gestion de risque de la Douane intégrant le 100% scanning, la commission propose de formuler un projet d'avis axé sur: (i) la suppression du scanning des conteneurs vides ; (ii) la subvention, à défaut de la suppression, du scanning à l'export ; (iii) la régularisation de la procédure de fixation des tarifs de scanning à l'import pour les conteneurs chargés.

Agro-écologie

Un plan d'action anti-déboisement à mettre en place

Les mercredi 12 et jeudi 13 avril 2017, s'est tenu à l'hôtel Prince de Galles l'Atelier régional de consultation des parties prenantes du Plan d'investissement forestier de la zone agro-écologique à pluviométrie monomodale .

L'atelier était organisé par le secrétariat technique REDD+ (Réduction des émissions de gaz à effet de serre issus de la déforestation et de la dégradation des forêts) et sous la supervision du consultant de *Rainbow Environment Consult*.

Des exposés et des travaux en groupe ont meublé l'atelier.

Les principales recommandations portent sur la mise en place d'un système incitatif pour encourager les entreprises à développer leur responsabilité sociétale ; la mise en place d'un système de notation des performances environnementales des entreprises ou encore la mise en œuvre d'un plan d'action contre le déboisement et les inondations au niveau des barrages...

Emploi

Des subventions pour favoriser l'insertion professionnelle des jeunes

La cérémonie de présentation et de lancement de l'Initiative sur les compétences pour l'Afrique a eu lieu le vendredi, 07 avril 2017 dans la salle de conférence du MINEFOP à Yaoundé. Cette initiative a pour objectif d'améliorer l'employabilité des jeunes Africains confrontés au chômage et dont la formation ne cadre pas toujours avec les besoins du marché de l'emploi. Elle a été mise sur pied par l'Agence de Planification et de Coordination du NEPAD, en collaboration avec le ministère fédéral de la Coopération et du Développement de l'Allemagne.

L'initiative sera implémentée dans un premier temps dans cinq pays pilotes, à savoir : le Cameroun, le Kenya, le Nigéria, l'Afrique du sud et la Tunisie.

Elle propose d'expérimenter un nouveau mécanisme de financement de la formation professionnelle basé sur l'octroi de subventions aux structures publiques et privées en charge des questions de formation, l'objectif étant d'améliorer la qualité des formations dispensées afin de faciliter l'insertion professionnelle des jeunes.

Les domaines prioritaires visés par ces subventions sont : la construction, la réhabilitation et/ou l'extension des installations, l'équipement des ateliers et salles. Peuvent bénéficier de ces subventions: les administrations, les ONG, les entreprises, les écoles et instituts de formation, les universités et écoles polytechniques...

Forum Cameroun-Tunisie

Les entreprises camerounaises ne répondent pas à l'appel

Les mercredis 12 et 26 avril 2017, le MINEPAT a abrité deux réunions préparatoires du forum Cameroun-Tunisie, initialement prévu du 07 au 08 mai 2017 à l'hôtel Mont Fébé à Yaoundé.

A l'ordre du jour : l'examen du niveau des préparatifs de la partie camerounaise ; l'examen du projet de programme révisé ; le point sur la mobilisation des entreprises ; l'examen des besoins et attentes de la partie tunisienne ; les perspectives après le report du forum.

On retient que les préparatifs, côté camerounais, se déroulent conformément au chronogramme des activités préparatoires. Toutefois, la difficulté majeure demeure celle de la mobilisation des entreprises camerounaises. Par ailleurs, la partie tunisienne a sollicité un report du forum à une date qu'il reste à déterminer.

FED

Des financements pour développer les infrastructures

En prélude à la réunion des ministres ordonnateurs nationaux et régionaux du Fonds Européen de Développement (FED) programmée du 06 au 07 avril à l'hôtel Hilton à Yaoundé, une rencontre des hauts fonctionnaires, experts et chefs de cellule d'appui aux ordonnateurs nationaux du FED s'est tenue du 04 au 05 avril dans le même hôtel.

Il s'agissait, au cours de ces travaux, de faire le point et partager les expériences liées aux Programmes indicatifs nationaux (PIN) pour chacun des Etats ; l'objectif étant de voir ce qui a été fait et ressortir les difficultés et les obstacles. Il était également question, en ce qui concerne le Programme indicatif régional (PIR), de vérifier davantage sa cohérence avec les programmes sous-régionaux.

En substance, on retient que les défis économiques majeurs demeurent l'intégration régionale, la nécessité de développer les infrastructures, le commerce et les échanges en Afrique centrale et, surtout, d'attirer des financements qui permettront le développement des infrastructures.

Lutte contre le VIH

Le secteur privé s'implique

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités de lutte contre le VIH financées par le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme, le bénéficiaire principal de

ces financements, le MINSANTE/CNLS, s'est attaché les services d'acteurs locaux afin que ces derniers l'aident à implémenter certaines activités, de sorte à atteindre l'objectif fixé par le Fonds mondial : la réduction des nouvelles infections de l'ordre de 50%.

C'est dans cette optique que le Groupement Filière Bois du Cameroun (GFBC), au regard de son activisme dans la lutte contre le VIH dans le secteur bois, a été retenu pour mettre en œuvre les activités destinées aux autres populations vulnérables: les réfugiés, les personnes incarcérées, les travailleurs... pour la période 2016-2017.

La première réunion d'évaluation des activités établies dans le cadre de ce projet visait à jauger le niveau d'atteinte des résultats, identifier les difficultés et recenser les écarts afin de fixer les orientations stratégiques pour une meilleure préparation de la deuxième phase (2017).

Au terme des travaux, les participants ont noté avec satisfaction les résultats obtenus par le GFBC, qui vont au-delà des objectifs fixés. Toutefois, ils s'accordent sur le fait que le nombre d'entreprises identifiées par le CNLS comme menant des activités de lutte contre le VIH au Cameroun est sous-estimé. D'où la recommandation de mettre en place un cadre de concertation et de collaboration entre le GFBC, le CNLS, le GICAM, le BIT et les autres organisations socioprofessionnelles afin de répertorier, sur l'ensemble du territoire, toutes les entreprises impliquées et de les sensibiliser afin qu'elles documentent et remontent des informations au CNLS. L'objectif étant ici de rendre plus visible la contribution du secteur privé à la riposte nationale contre la pandémie.